

Master Droit privé

Parcours

- Droit social
- Droit des affaires
- Droit civil
- Carrières judiciaires
- Culture juridique

Objectifs de la formation

Le Master mention Droit privé ambitionne de former des étudiants capables d'appréhender les principes fondamentaux du droit privé, de maîtriser le raisonnement juridique et d'acquérir une spécialisation adaptée à leur projet professionnel. Pour cette raison, la mention Droit privé combine des enseignements généralistes (exemple : régime général des obligations) avec des approches méthodologiques innovantes (exemples : atelier d'écriture et de recherche juridique, travaux d'analyse jurisprudentielle menés notamment en lien avec la Cour d'appel de Riom) et des enseignements plus spécialisés, spécifiques à chacun de ces parcours, permettant ainsi aux étudiants de s'adapter aux opportunités professionnelles qui se présenteront à eux, tout en ayant une formation en adéquation avec leur projet professionnel.

Quelques exemples de cours :

Parcours DROIT SOCIAL. En M1: Droit approfondi du travail, Droit de la sécurité sociale, Administration du travail et de l'emploi, Droit social international et européen, Histoire du droit social, Droit de la protection sociale complémentaire, Contentieux du droit du travail, Aspects sociaux des

restructurations, Droit pénal du travail. En M2 : Relations individuelles du travail, GRH, Relations collectives du travail, Droit de la protection sociale, Exercices pratiques en droit social, Atelier d'écriture appliqué au droit social, Travaux d'analyse jurisprudentielle (Cour de cassation, Cour d'appel).

Parcours DROIT DES AFFAIRES. En M1 : Comptabilité, Fiscalité, Propriété intellectuelle, Droit international privé, Droit du commerce international, Droit pénal de l'entreprise, Droit des entreprises en difficulté, MARL, Droit bancaire. En M2 option Gefire : Droit approfondi des sociétés, Exercices de fiscalité de l'entreprise, Business Law, Propriété industrielle, Comptabilité commerciale, Risque et contentieux de l'entreprise, Évaluation et analyse financière de l'entreprise. En M2 option Droit bancaire et financier: Droit du financement, Droit de l'investissement, Analyse financière, Droit de la gestion patrimoniale, Contentieux bancaire et financier.

Parcours CARRIÈRES JUDICIAIRES. En M1 : Criminologie, Infractions contre les personnes, droit de la CEDH, Droit des régimes matrimoniaux, Droit international privé, Droit des successions, Droit des libéralités. En M2 : Droit approfondi de la responsabilité, Droit de la preuve, Procédure civile approfondie, Libertés et droits fondamentaux (aspects de droit public, civil et pénal), Histoire de la justice, Droit privé comparé, Droit pénal des mineurs, Droit pénal international.

Parcours DROIT CIVIL. En M1 : Droit des régimes matrimoniaux, Droit des biens, Droit de la construction, Droit des successions, Droit des libéralités, Droit rural, Droit international privé, Propriété intellectuelle. En M2 : Droit patrimonial de la famille, Droit approfondi des biens, Droit du crédit, Droit approfondi des garanties de paiement, Les grandes notions du droit privé, Droit privé comparé, Droit civil et Europe, Droit approfondi des contrats spéciaux.

Parcours CULTURE JURIDIQUE. En M1 : Histoire de la pensée juridique, Origines historiques du droit administratif, Théories constitutionnelles, Régime général des obligations, Droit des régimes matrimoniaux, Infractions contre les personnes, Droit international privé, Théorie des relations

internationales, Fondements historiques et philosophiques des libertés publiques, Initiation à la philosophie de l'histoire et à l'épistémologie du droit, Droit de la CEDH, Droit des successions et des libéralités. En M2 : Théorie du droit, Philosophie du droit, Les grandes notions du droit public, Les grandes notions du droit privé, Histoire de la justice, Histoire du droit des affaires, Législations et politiques étrangères, Histoire du droit international public, Processus historique de la construction de l'État, Droit privé comparé.

Organisation de la formation

La mention Droit privé assure un socle de connaissances fondamentales à tous les étudiants, grâce à une offre de formation cohérente et adaptée à l'ensemble des professions juridiques et judiciaires relevant du droit privé. La mention est organisée autour de 5 parcours, qui permettent aux étudiants de choisir l'orientation la plus adaptée à leur projet professionnel.

Parcours DROIT SOCIAL - Responsables : Allison Fiorentino et Gwennaëlle François. Sa riche équipe pédagogique (comprenant de nombreux professionnels issus du monde judiciaire, de l'administration et de l'entreprise) ainsi que les partenariats noués au fil des années permettent à ce master de proposer une formation dense et professionnalisante, n'excluant pas cependant des approches plus théoriques.

Parcours DROIT DES AFFAIRES - Responsables : Hervé Causse et Didier Valette. Illustrant la notoriété du site clermontois dans ce domaine, ce parcours est basé sur un socle de compétences en M1, qui assure une formation présentant les principales branches du droit des affaires applicables, au quotidien, aux différents acteurs de la vie des entreprises. En M2, deux options, l'une centrée sur le droit bancaire et financier, l'autre consacrée au droit et à la fiscalité de l'entreprise (Gefire) permettent à chacun d'obtenir une formation adaptée à ses objectifs professionnels.

Parcours CARRIÈRES JUDICIAIRES - Responsables : Anne-Blandine Caire et Caroline Lantero. Centré sur les métiers de la justice (magistrat, avocat, greffier...) il offre le panel complet des compétences nécessaires pour préparer les concours d'accès à ces métiers.

Parcours DROIT CIVIL - Responsable : Jean-François Riffard. Ce parcours a pour finalité première d'offrir aux étudiants la possibilité d'approfondir leur maîtrise des principes fondamentaux du droit privé, et plus spécifiquement du droit civil, leur conférant ainsi des bases solides leur permettant de s'adapter à tout type de poste ou de fonction à vocation juridique. En master 2, un choix d'options permet à l'étudiant de donner une dimension professionnelle ou recherche, selon le projet professionnel envisagé.

Parcours CULTURE JURIDIQUE - Responsables : Cyrille Dounot et Nicolas Laurent-Bonne. Ce parcours, qui existe à l'identique dans la mention Droit public, ambitionne d'embrasser toutes les branches du droit et toutes les périodes de l'histoire, afin d'offrir aux étudiants l'occasion de se forger une culture juridique, en privilégiant une approche historique et théorique.

Conditions d'admission

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires applicables au passage entre L3 et M1, dont le contenu n'est pas encore connu à ce jour, la mention Droit privé est accessible de plein droit pour les 60 premiers crédits européens (S1 et S2) à partir d'une licence dans le même domaine (Droit, AES, Économie, Gestion) et après examen de dossier pour les autres diplômés.

Le calendrier et la procédure de candidature sont publiés sur le site internet de l'École de droit : <http://www.droit.u-clermont1.fr/>

Débouchés professionnels

Métiers visés

- **Parcours Carrières judiciaires** : Avocat, Magistrat, Huissier, Greffier, Juriste dans des structures publiques ou privées, en particulier celles intéressées par le droit civil et le droit pénal.
- **Parcours Droit civil** : Avocat, Huissier, Juriste dans des structures publiques ou privées en particulier celles intéressées par le droit foncier, le droit rural, les contrats, l'immobilier.
- **Parcours Droit des affaires** : Avocat spécialisé en droit des affaires ou en droit fiscal, Juriste et fiscaliste d'entreprise, Cadre dans le secteur bancaire, Juriste dans des structures publiques ou privées nécessitant une expertise en droit des affaires, droit bancaire ou fiscalité, Conseiller en recouvrement amiable, Juriste d'organismes professionnels, Conseiller juridique dans les organismes financiers commercialisant des produits pour entreprises, Juriste de banque, Juriste en établissement de crédit, Conseiller de clientèle banque et assurances
- **Parcours Droit social** : Avocat spécialisé en droit du travail et/ou de la sécurité sociale, Juriste d'entreprise en droit social, Juriste dans les organisations et institutions de prévoyance, Juriste d'organismes professionnels ou d'organisations syndicales, Rédacteur dans les revues et publications spécialisées en droit social, Directeur, cadre ou chargé d'études en ressources humaines, Conseiller technique en pôle social, Juriste dans les organismes de Sécurité Sociale, Préparation aux concours de l'Administration du Travail (Inspecteur du Travail, Contrôleur du travail...).
- **Parcours Culture juridique** : Métiers de l'enseignement et la recherche, concours administratifs, carrières judiciaires, juriste dans des structures privées ou publiques.

Secteurs d'activités

Les diplômés de cette mention sont opérationnels et aptes à assumer des carrières juridiques ou judiciaires de haut niveau.

Dimension internationale

- L'École de Droit dispose de nombreux **accords d'échanges, ERASMUS ou bilatéraux, signés avec 33 facultés de droit partenaires dans 13 pays** (Allemagne, Autriche, Canada, Chine, Espagne, Etats-Unis, Irlande, Italie, Liban, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Suisse). Les étudiants de Master ont ainsi la possibilité de partir étudier à l'étranger, un ou deux semestres. Cette année d'études à l'étranger peut être effectuée lors de l'année de M1, ou bien sous la forme d'une année de césure située entre la L3 et le M1, ou entre le M1 et le M2.

- Des **enseignants étrangers invités** interviennent ponctuellement dans les différents parcours du master mention Droit privé. Ils assurent également le cours « Législations et politiques étrangères » dans le parcours Culture juridique.

- Enfin, l'ensemble des étudiants de la mention Droit privé ont la possibilité de participer aux **deux universités d'été** organisées par l'École de Droit. La première a été créée en 2008 en partenariat avec la Florida Coastal School of Law de Jacksonville en Floride. Les étudiants français peuvent bénéficier gratuitement des cours dispensés par les professeurs américains (sur inscription). La seconde université d'été est organisée en partenariat avec l'Université Palacky d'Olomouc, en République Tchèque. Cette université d'été permet une approche comparative des droits français et tchèque sur un thème défini en amont. Animée par des enseignants de France et de République tchèque, l'université d'été se déroule alternativement à Clermont-Ferrand et à Olomouc. Elle dure une semaine, durant laquelle sont dispensées 24 heures de cours en anglais ou en français par deux enseignants français et deux enseignants tchèques.

Les plus de la formation

La mention Droit Privé entretient des **liens étroits avec le monde professionnel** local et régional, permettant ainsi aux étudiants inscrits dans les différents parcours de bénéficier d'un réseau étendu. Des partenariats plus spécifiques ont été conclus avec le TGI, la Cour d'appel de Riom, la Cour de cassation (parcours Droit social), l'Association française des juristes d'entreprises (parcours droit des affaires).

L'emploi du temps est aménagé de façon à permettre aux étudiants de suivre, en plus de leur formation de masters,

- un **diplôme d'université** (liste des DU ici : <http://droit.u-clermont1.fr/diplomes-universite.html>)

- des **cours de droit américain dispensés en anglais** : 4 cours de 24 heures chacun (*Family Law, Business Law, The First amendment, Trusts, wills and deeds*) permettant aux étudiants d'acquérir des compétences à la fois théoriques et pratiques relatives au système juridique et politique américain. Ces cours ont aussi pour finalité de permettre aux étudiants de comprendre les différences entre les systèmes de **Common Law** et les systèmes de droit civil et de leur donner les outils nécessaires dans le cadre d'un projet professionnel ultérieur en cabinet d'avocats international par exemple.

Plus spécifiquement pour chacun des parcours:

Parcours DROIT SOCIAL - Initié par des avocats spécialistes en droit social (Cabinet d'avocats Barthélémy Associés), ce Master offre à ses étudiants de nombreux contacts avec le monde professionnel au travers de deux stages et d'intervenants provenant d'horizons très divers (avocats, magistrats, syndicalistes, juristes d'entreprise, responsables des ressources humaines, inspecteurs du travail...). En outre, les étudiants organisent un colloque en partenariat avec la DIRECCTE et bénéficient également de deux partenariats existants avec les Masters de droit du travail des Universités de Montpellier et d'Orléans

Parcours DROIT DES AFFAIRES - Héritier du DEA de droit des affaires fondé par le Doyen Stoufflet, qui a formé professionnels et universitaires durant des décennies, ce parcours allie une tradition d'excellence avec le souci de former des juristes aptes à appréhender les enjeux actuels du monde de l'entreprise, de la finance et de la banque. Les pédagogies innovantes sont présentes, notamment sous forme de MOOC. Par ailleurs, dans l'option Droit et fiscalité de l'entreprise Gefire, l'emploi du temps est aménagé de façon à permettre aux étudiants sélectionnés de réaliser parallèlement le M2 Management des entreprises à l'École universitaire de Management - IAE Auvergne.

Parcours CARRIÈRES JUDICIAIRES - Afin de préparer au mieux les étudiants aux différentes carrières judiciaires, le master intègre dans son équipe d'enseignants des acteurs du monde judiciaire, notamment des avocats et des magistrats. Dans la même optique, divers partenariats avec les juridictions de la région, comme le TGI de Clermont-Ferrand et la Cour d'appel de Riom, permettent aux étudiants de découvrir le milieu judiciaire. Enfin, la continuité est assurée entre les cours de ce master et ceux de l'Institut d'études judiciaires afin d'assurer aux étudiants la formation la plus complète et la plus cohérente possible.

Parcours DROIT CIVIL - De par sa vocation généraliste, il offre aux étudiants une pédagogie ouverte, dynamique et interactive, privilégiant dans la mesure du possible la transversalité et l'interdisciplinarité. Il s'agit ainsi d'aiguiser la curiosité intellectuelle des étudiants, ainsi que leur faculté d'adaptation, tout en renforçant leur capacité à penser, par eux-mêmes, le droit et à l'appliquer.

Parcours CULTURE JURIDIQUE - Le parcours Culture juridique entend promouvoir la transversalité du savoir juridique, en donnant une formation privatiste et publiciste, combinée avec des approches comparatives, théoriques et historiques. Plus qu'un simple savoir technique, l'étudiant acquiert une ouverture interdisciplinaire et transnationale lui permettant d'envisager sereinement son futur métier de juriste.

> Lieux d'enseignement

CLERMONT-FERRAND

Ecole de Droit

41 bd François Mitterrand
CS 20054
63002 CLERMONT-FERRAND

> Contacts

Responsable(s) de formation

Vincent MAZEAUD
Tel. +33473177598
Vincent.MAZEAUD@udamail.fr

Contacts administratifs

Isabelle DELPIT
Tel. +33473177645
Isabelle.DELPIT@udamail.fr

Scolarité des Masters

scola.m.droit@udamail.fr

Responsable(s) Droit social

Allison FIORENTINO
Tel. +33473177619
Allison.FIORENTINO@udamail.fr
Gwennhael FRANCOIS
Tel. +33473177588
Gwennhael.FRANCOIS@udamail.fr

Responsable(s) Droit des affaires

Hervé CAUSSE
Herve.CAUSSE@udamail.fr
Didier VALETTE
Tel. +33473177619
Didier.VALETTE@udamail.fr

Responsable(s) Droit civil

Jean-François RIFFARD
J-Francois.RIFFARD@udamail.fr

Responsable(s) Carrières judiciaires

Anne-Blandine CAIRE
Tel. +33473177581
A-Blandine.CAIRE@udamail.fr
Caroline LANTERO
Tel. +33473177620
Caroline.LANTERO@udamail.fr

Responsable(s) Culture juridique

Cyrille DOUNOT
Tel. +33473177591
Cyrille.DOUNOT@udamail.fr

Nicolas LAURENT-BONNE

Tel. +33473177591

Nicolas.LAURENT-BONNE@udamail.fr



Plus d'informations sur :

www.uca.fr